

Université de New York : escalade de la répression contre le militantisme pro-palestinien

Description

Par Billie Estrine, 10 Juillet 2025



Hadeeqa Arzoo Malik se prépare à prendre la parole le 8 juin lors de la conférence de presse et du rassemblement organisés par CUNY4Palestine pour dénoncer la répression au sein de CUNY.

(Photo : Jude Seminara / @judesies)

Des militants affirment que la City University of New York (CUNY) intensifie sa répression contre le militantisme pro-palestinien en suspendant un dirigeant étudiant et en mettant fin aux fonctions de quatre membres du corps enseignant qui se sont mobilisés pour dénoncer le génocide commis par Israël à Gaza.

Dans une démarche que des militants qualifient de tentative d'étouffer le puissant mouvement étudiant et salarié pour la libération de la Palestine au sein de la City University of New York (CUNY), la militante étudiante Hadeeqa Arzoo Malik a été suspendue pendant un an.

Pendant sa suspension du CCNY (City College of New York), elle n'a pas le droit de s'inscrire dans un autre établissement du réseau CUNY. Malik est une organisatrice courageuse et dirige le chapitre local de *Students for Justice in Palestine* (SJP) au CCNY. Elle est devenue un des visages publics du mouvement étudiant pour la Palestine à New York et même au niveau national, depuis l'activation mondiale du mouvement pour mettre fin au génocide intensifié commis par Israël contre le peuple palestinien à Gaza. Alors que Malik mène campagne pour que son université retire les fonds des frais de scolarité investis dans des entreprises qui soutiennent l'occupation israélienne, Israël a détruit toutes les universités de Gaza. Si elle n'avait pas été sanctionnée académiquement, Malik aurait entamé, à l'automne prochain, sa quatrième et dernière année au CCNY.

En plus de la procédure disciplinaire contre Malik, CUNY a licencié quatre membres du corps enseignant, dont Corinna Mullin, qui enseignait en tant que professeure adjointe au Brooklyn College et au John Jay College of Criminal Justice. Mullin a déclaré au média *Mondoweiss* : « À cause de la faiblesse de nos protections contractuelles, les enseignants adjoints sont parmi les plus vulnérables à CUNY, comme le montre le fait qu'au moins quatre d'entre nous ont récemment été licenciés, apparemment en représailles pour des prises de parole protégées contre le génocide, et en violation des principes de liberté académique. »

Pour dénoncer la répression à CUNY, le collectif *CUNY4Palestine* a organisé une conférence de presse le mardi 8 juillet devant le siège de l'administration centrale de CUNY. Devant ces bureaux du centre-ville, des intervenants et des soutiens ont brandi des banderoles portant les slogans «CUNY4PALESTINE», «NO SCHOOLS LEFT IN GAZA» et «SUPPORT THE 5 DEMANDS», exigeant le désinvestissement des universités du génocide à Gaza et de l'occupation de la Palestine. Dans un email envoyé avant la conférence, *CUNY4Palestine* a précisé que l'événement mettrait l'accent sur «les accusations particulièrement répressives contre Hadeeqa [qui] la désignent comme un exemple pour intimider le mouvement grandissant de solidarité avec la libération palestinienne. Si CUNY réussit, cela créerait un terrible précédent permettant aux universités publiques du pays d'intensifier cette nouvelle phase de répression d'État».

Mi-juin, Malik a été informée de sa suspension par une lettre signée par le Dr Ramon De Los Santos, vice-président adjoint des affaires étudiantes du CCNY. Lors de son discours à la conférence de presse, relayé via le *people's mic* (un système d'appel et de réponse typique des manifestations), Malik a révoqué la justification donnée par CUNY pour sa suspension : «J'ai été suspendue pour avoir soi-disant violé les règles Henderson de CUNY numéros un et sept, et les politiques de manifestation du CCNY numéros un et deux.» Les règles Henderson ont été créées par CUNY dans les années 1970 pour primer l'organisation étudiante, après que des étudiants noirs et porto-ricains du CCNY ont occupé le campus sud en 1969, bloquant l'activité universitaire pendant 17 jours. Selon Malik, la sanction académique précise est : «Une suspension d'un an de l'ensemble des 25 campus de CUNY, interdiction d'accès jusqu'à la fin de la suspension, puis une mise à l'épreuve interdisant la participation aux activités et associations étudiantes une fois la suspension levée.» Membre du bureau du SJP du CCNY depuis janvier 2023, Malik ne pourra pas, à son retour éventuel à l'automne 2026, reprendre ses activités au sein du SJP, ni rejoindre l'Association des étudiants musulmans et le club *Women in Islam*. Une autre condition de la sanction stipule qu'elle pourrait être poursuivie pour intrusion si elle se rend sur un campus de CUNY durant sa suspension, sauf autorisation écrite demandée au moins 72 heures à l'avance auprès du bureau des affaires étudiantes.

La répression exercée contre Malik et Mullin s'inscrit dans une nouvelle vague de violations de la liberté académique et d'expression, caractéristiques de la deuxième administration Trump.

En mettant fin au contrat de Mullin, CUNY a violé sa propre politique interne sur la liberté d'expression. Le président du syndicat PSC CUNY, James Davis, l'a rappelé dans une lettre adressée au chancelier Félix Matos Rodríguez : «L'article 1.02 du *Manual of General Policy* stipule que *The City University of New York should remain a forum for the advocacy of all ideas protected by the First Amendment to the Constitution and the principles of academic freedom.*»

La suspension de Malik et le licenciement de Mullin sont donc en totale contradiction avec cet article. Mullin, également militante au sein de *CUNY4Palestine*, a enseigné la politique comparée du Moyen-Orient et a toujours intégré l'histoire et la politique palestiniennes dans ses cours. Elle a confié à *Mondoweiss* : «Depuis plusieurs années, des organisations sionistes d'extrême droite comme Camera, Betar et Canary Mission me prennent pour cible, ainsi que d'autres travailleurs et étudiants de CUNY, pour notre engagement solidaire envers la

Palestine.â?ˆ»

Au lieu de protéger Mullin, CUNY sâ??est alignÃ©e sur ces organisations pour cibler ses enseignants et Ã©tudiants. Mullin ajouteâ?ˆ: Â«â?ˆPlutÃ¢t que de nous dÃ©fendre contre le harcÃ©lement et le doxxing, lâ??universitÃ© a contribuÃ© Ã ce ciblage.â?ˆ» Tous les enseignants licenciÃ©s par CUNY ont exprimÃ© publiquement leur opposition au gÃ©nocide Ã Gaza. Le prÃ©sident du PSC, James Davis, a dÃ©crit ces mesures comme Â«â?ˆdes violations apparentes de la libertÃ© acadÃ©mique et des reprÃ©sailles contre des enseignants pour des propos protÃ©gÃ©s par la Constitution, donnant lâ??image dâ??une purge idÃ©ologique digne de lâ??Ã©re maccarthysteâ?ˆ».

Les administrateurs de CUNY semblent vouloir Â«â?ˆfaire tomberâ?ˆ» les militants un par un pour faire taire le mouvement. Malik a dÃ©clarÃ© Ã *Mondoweiss*â?ˆ: Â«â?ˆMon cas nâ??est pas isolÃ©. Il faut comprendre que cela fait partie dâ??une stratÃ©gie plus large de CUNY pour rÃ©duire au silence le mouvement pour la Palestine, que ce soit en suspendant des Ã©tudiants, en brutalisant des manifestants sur les campus, ou en licenciant des employÃ©s qui expriment leur soutien.â?ˆ» Mullin confirmeâ?ˆ: Â«â?ˆEn plus dâ??Hadeeqa, plusieurs autres Ã©tudiants de premier cycle Ã CUNY ont aussi fait lâ??objet de poursuites disciplinaires pour des propos protÃ©gÃ©s, en lien avec des manifestations pour la libÃ©ration de la Palestine.â?ˆ»

Cette nouvelle phase de rÃ©pression arrive Ã peine un mois avant lâ??audition prÃ©vue du chancelier Matos RodrÃ©guez devant la commission de lâ??Ã©ducation et du travail de la Chambre des reprÃ©sentants sur Â«â?ˆlâ??antisÃ©mitisme dans lâ??enseignement supÃ©rieurâ?ˆ», initialement fixÃ©e au 9 juillet et depuis reportÃ©e. Le chancelier prÃ©parait, selon lâ??article, Ã utiliser Malik, Mullin et les autres enseignants adjoints licenciÃ©s comme boucs Ã©missaires devant le CongrÃ©s amÃ©ricain.

Traduction : ST pour Agence Media Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

date crÃ©Ã©e
2025/07/11